

Initiatives ministérielles

Nous reprenons le débat avec l'honorable député de Timiskaming.

[Traduction]

M. MacDougall: Monsieur le Président, j'ai écouté attentivement tout ce que les néo-démocrates ont dit aujourd'hui au sujet du projet de loi C-60. Ces derniers mois, je les ai entendus exprimer leurs préoccupations à l'égard du monde rural, de la petite entreprise et de l'industrie. Toutefois, même après avoir prêté une oreille attentive à leurs observations pendant la période des questions et aux discours qu'ils ont prononcés à la Chambre, je ne suis pas tout à fait convaincu que les néo-démocrates veulent vraiment que les Canadiens travaillent à nouveau et que le pays retrouve sa stabilité. Pis encore, ils ne songent même pas à s'attaquer à l'un de nos grands problèmes que constitue le double emploi.

Nous n'avons rien à redire quand le NPD parle de créer des emplois, mais c'est une autre paire de manches quand il exprime son intention de poursuivre une politique qui ne satisfait personne dans la petite entreprise. C'est comme s'ils soumettaient des rapports différents à deux gouvernements. Cela me semble dénué de toute logique. Et c'est bien là le message que nous transmet la population canadienne. Ce qu'elle veut, ce sont des lignes de conduite, des règles et des façons plus simples de faire des affaires dans un monde où la concurrence est très vive.

Voilà pourquoi cela me frustre d'entendre jour après jour les néo-démocrates dire qu'ils veulent remettre les gens au travail. En effet, quand le gouvernement propose une mesure pour offrir à tous les Canadiens et à toutes les entreprises un régime fiscal qui soit de nature à résoudre une bonne partie de nos problèmes, les néo-démocrates s'empressent d'affirmer que le gouvernement ne prête pas une oreille attentive aux provinces.

Ces vingt derniers mois, nos représentants ont sillonné le pays pour rencontrer leurs homologues provinciaux dans l'espoir d'aboutir à un accord qui satisfasse tout le monde. Je pense que c'est ce que nous devons faire ces jours-ci. Il ne suffit pas de nous carrer dans nos fauteuils et de nous disputer. Le monde est grand, et il faut trouver notre place. Nous devons tenir compte de la concurrence, des possibilités qui nous sont offertes, et c'est justement le but de ce projet de loi. Nous voulons donc éliminer le double emploi qui vise les petites entreprises familiales, dans Timiskaming, par exemple, ou dans d'autres régions du Canada où elles ont déjà de la difficulté à survivre.

Je ne pense pas que nous en demandions trop. Nous voulons que les provinces mettent leurs idées politiques de côté pour un instant et se demandent plutôt ce qui serait le mieux pour notre pays. C'est ce que nous essayons de faire depuis vingt mois.

On dit toujours que nous ne devrions pas plafonner ou limiter les paiements de transfert. Les gens à qui je parle sont fatigués de voir le gouvernement distribuer des chèques à gauche et à droite. Ils veulent que les choses changent. Ils veulent que le gouvernement rende des comptes pour chaque dollar qu'il dépense, parce que tous les contribuables assument leur part du fardeau.

Mes électeurs se plaignent qu'ils doivent payer de l'impôt provincial, de l'impôt fédéral, des taxes scolaires et de l'impôt foncier. D'ailleurs, mes électeurs ont louangé le ministre des Finances pour son dernier budget, parce qu'on avait enfin un budget juste.

Maintenant, ils attendent de voir ce qui va arriver en Ontario d'ici quelques semaines. Nous savons que le discours du Trône doit être prononcé aujourd'hui. Il renfermera des promesses en l'air et blâmera le gouvernement fédéral. Mais pensons aux sept dernières années et à tous les paiements de transfert qui ont été faits à l'Ontario. Que la province commence à faire des chèques à son tour! Mes électeurs croient qu'on investit suffisamment d'argent dans l'enseignement et dans les soins de santé, mais ils craignent que ces fonds ne soient mal administrés. Ils ne veulent plus se contenter de payer, mais insistent pour qu'on leur rende des comptes.

La même chose vaut pour la TPS. À en juger par ce que nous venons d'entendre, on croirait que les Canadiens sont accablés d'impôts, que le gouvernement ne fait que hausser leurs impôts. Au cours de la fin de semaine, je me suis entretenu avec un vendeur de remorques qui m'a dit ceci: «John, c'est la meilleure chose qui soit jamais arrivée à mon entreprise. Vous savez que mes parcs valent un million et demi de dollars. Depuis que la taxe de 13 p. 100 a été supprimée, c'est incroyable comme mes liquidités se sont accrues».

C'est ainsi que nous avons réduit la taxe de 13 à 7 p. 100. À en juger par ce qui s'est dit ici, à la Chambre, on croirait presque que nous avons fait le contraire. Tel est le problème que nous avons au Canada. Nous éprouvons ce problème et les Canadiens veulent connaître la vérité. Ils veulent savoir. Ils ne veulent pas qu'on les abreuve de belles promesses. Ils veulent un gouvernement qui reconnait le problème et qui s'efforce de le résoudre. C'est ce que nous faisons depuis sept ans.